

sans tenir compte des décisions des Nations Unies à l'égard des derniers événements du Cambodge? Si oui, quelle suite a-t-il donnée aux conseils de M. Ronning?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai lu la déclaration de M. Ronning dans la presse, tout comme le député. Il ne m'en a pas fait part directement, mais il s'adressait certainement à tous les Canadiens. Je respecte son opinion, comme je respecte celle de chaque député. Je crois que toutes nos actions, comme individus et comme députés ministériels, doivent tendre au règlement pacifique du conflit. Au train où vont les choses, la conflagration risque de prendre des proportions encore plus grandes.

CAMBODGE—LA DÉSAPPROBATION CANADIENNE QUANT À L'INVASION AMÉRICAINE

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si la désapprobation témoignée par le gouvernement canadien à l'égard de la récente intervention des Américains au Cambodge a été communiquée directement aux autorités américaines et, si oui, quelle fut leur réaction?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Tous les députés auront remarqué que le débat tenu vendredi à la Chambre a été suivi de très près par les représentants du gouvernement américain.

RADIO-CANADA

INVITATION AU PREMIER MINISTRE DE COMMENTER LES RÉCENTES ÉLECTIONS AU QUÉBEC

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Hier après-midi, «Télé-Métropole» a invité le premier ministre à entretenir les téléspectateurs pendant une heure sur les récentes élections provinciales au Québec. Je ne partage pas toutes les opinions du premier ministre, mais là n'est pas la question.

Ma question est la suivante: Est-ce que la société célèbre qu'on appelle Radio-Canada, et qui exploite des réseaux anglais et français, a eu au moins la courtoisie d'inviter le premier ministre du Canada, comme elle le fait si gentiment, habituellement, pour des types comme MM. Lévesque, Grégoire, Parizeau et Michel Chartrand?

[M. Nystrom.]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je dois dire, monsieur le président, qu'il est vrai que j'ai été invité par le canal 10 à faire des commentaires, au nom du gouvernement canadien, sur la question du Canada et de l'unité canadienne. Mais après les attaques dirigées contre le fédéralisme depuis plusieurs mois, il convenait de faire la part des choses sur ce sujet.

J'ai été également invité par le réseau anglais de Radio-Canada, sans toutefois recevoir d'invitation du réseau français. Je dois cependant ajouter que j'ai appris ce matin qu'on m'avait invité, il y a deux jours, pour faire des commentaires sur le contrôle des naissances dans les pays sous-développés. La question canadienne ne les intéresse pas beaucoup.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le très honorable premier ministre a-t-il enfin fini de nettoyer ses vases chinois?

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA DIMINUTION DU TAUX D'INTÉRÊT—LA STIMULATION DES AFFAIRES

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Headings): Je voudrais poser une question au premier ministre. Comme la généralisation des mises à pied dans les industries de l'électricité, des textiles, des chaussures, du caoutchouc, de la radio, de la télévision et d'autres indique clairement un niveau de chômage aujourd'hui bien supérieur aux taux de 6.7 p. 100 du mois de mars, le gouvernement envisagera-t-il maintenant de demander à la Banque du Canada de diminuer progressivement le taux d'intérêt pour stimuler l'activité économique et créer ainsi des postes non seulement pour les 554,000 chômeurs du mois de mars, mais aussi pour les 650,000 étudiants qui, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration nous l'a dit aujourd'hui, seront à la recherche d'emplois cet été?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Hees: Puis-je poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur? Puisqu'il semble distrait, je vais lui poser une question supplémentaire. Jusqu'à quel point le gouvernement entend-il promouvoir le chômage? Jusqu'au point où le dernier Canadien aura perdu son emploi?

M. l'Orateur: A l'ordre.